

**Comité préparatoire de la Conférence
des Parties chargée d'examiner
le Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

20 avril 2012
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

**Éducation en matière de désarmement
et de non-prolifération : initiatives concrètes
à prendre pour appliquer la mesure n° 22
du plan d'action adopté en 2010 par la Conférence
des Parties chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération des armes nucléaires**

**Document de travail commun présenté par l'Initiative
multinationale pour la non-prolifération et le désarmement**

1. En 2010, la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a souligné, pour la première fois dans l'histoire du Traité, que l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération était importante en ce qu'elle contribuait utilement et efficacement à la réalisation des objectifs du Traité en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires. Par le biais de la mesure n° 22 de son plan d'action, elle a de fait encouragé tous les États à mettre en œuvre les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général concernant l'étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération (A/57/124).

2. Comme l'a rappelé notre déclaration ministérielle de septembre 2011 mesurant combien il importe que les survivants (*hibakushas*) transmettent aux plus jeunes générations l'expérience directe des conséquences tragiques de l'utilisation des armes nucléaires, dont le souvenir ne doit pas s'estomper, les membres de l'Initiative multinationale pour la non-prolifération et le désarmement se sont engagés à promouvoir activement l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération en vue de débarrasser le monde de ces armes. Nous insisterons particulièrement sur cette question lors du prochain processus d'examen du Traité, en 2015, et nous nous engageons à appliquer les recommandations susmentionnées.

3. Il ressort du rapport du Secrétaire général que, globalement, l'éducation et la formation au désarmement et à la non-prolifération ont pour objectif la transmission des connaissances et des compétences propres à donner à ceux qui les acquièrent les moyens d'apporter leur contribution, comme citoyens de leur pays et du monde, à la mise en œuvre de mesures concrètes de désarmement et de non-prolifération.



L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération doit donc se concevoir non pas comme un moyen d'endoctriner et d'imposer certaines idées, mais comme un outil encourageant la pensée critique. De cette façon, les individus seront à même de bien saisir tous les enjeux de la situation internationale, de se faire une opinion éclairée et d'agir en conséquence.

4. Pour l'application de la mesure n° 22, les États parties sont invités à prendre en compte les trois éléments suivants :

a) Pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires, il faudra déployer des efforts à long terme et constants. Il est donc essentiel d'éduquer les jeunes, et en particulier les adolescents. Le savoir et l'expérience cumulés des générations plus âgées doivent être transmis aux plus jeunes générations, y compris par l'intermédiaire de l'éducation, de façon à ce que celles-ci puissent s'engager activement en faveur du désarmement et de la non-prolifération;

b) L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération doit être le fruit d'efforts collectifs. Divers acteurs tels que les pouvoirs publics, à l'échelon tant national que local, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les médias, les universitaires et le secteur privé se doivent de coopérer étroitement et d'apprendre les uns des autres grâce à leurs échanges. Les pouvoirs publics pourraient être au cœur de ce réseau d'acteurs et lui fournir des ressources pour faciliter ses échanges;

c) Dans le rapport de 2002 sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, il a été recommandé de recourir aux technologies de l'information et des communications, en particulier à Internet, ainsi qu'à tout un éventail de moyens pédagogiques tels que la littérature, le théâtre et d'autres activités artistiques. Il sera plus efficace d'utiliser les nouveaux outils devenus disponibles depuis la publication du rapport en 2002, notamment YouTube et les services de réseaux sociaux tels que Twitter et Facebook.

5. On trouvera ci-après des exemples de bonnes pratiques mises en place par les membres de l'Initiative :

a) Depuis 2003, le Canada collabore, par l'intermédiaire du Programme de recherche et d'information dans le domaine de la sécurité internationale de son Ministère des affaires étrangères et du commerce international, avec la Simons Foundation, organisation non gouvernementale canadienne œuvrant dans le domaine du désarmement, à un projet de concours annuel visant l'attribution de bourses de recherche universitaire. Le projet a pour objectif de faire partager aux étudiants de troisième cycle des universités canadiennes un certain nombre de préoccupations en matière de sécurité internationale, s'agissant notamment de la non-prolifération nucléaire, de la maîtrise des armements et du désarmement. Il a été élargi en 2011 et les travaux de recherche publiés par les bénéficiaires des bourses font désormais l'objet d'une présentation et d'un débat, lors d'une manifestation rassemblant des personnalités et des experts canadiens;

b) Fin 2011, le Japon et le Bureau des affaires de désarmement ont organisé conjointement un concours dans les médias sociaux sur le thème « Poésie pour la paix », en marge duquel s'est tenue, le 26 octobre, pendant la Semaine du désarmement, une autre manifestation où des survivants de bombardements atomiques ont témoigné. Une page Facebook a été créée pour le concours; elle comportait des liens vers les sites Web du Bureau des affaires de désarmement et du

Ministère japonais des affaires étrangères, ainsi qu'une vidéo et des témoignages écrits de survivants de bombardements atomiques, traduits en plusieurs langues. Des personnes du monde entier ont été invitées à regarder cette vidéo et à lire ces témoignages et, s'ils étaient inspirés, à composer et proposer des poèmes. Au total, 741 poèmes ont été soumis. Le concours a donné lieu à un débat entre les visiteurs du site qui partageaient l'objectif commun d'une paix internationale;

c) Depuis 2010, le Ministère néerlandais des affaires étrangères a attribué des bourses à trois doctorants effectuant des travaux de recherche sur le thème de la non-prolifération. En finançant ces chercheurs, les Pays-Bas souhaitent contribuer à former une nouvelle génération d'experts dans le domaine de la non-prolifération. Les connaissances spécialisées contribuant aux progrès en matière de non-prolifération, de maîtrise des armements et de désarmement, il est particulièrement important de soutenir les jeunes universitaires. En outre, le Département chargé des politiques de sécurité du Ministère des affaires étrangères a créé une page Facebook dans l'intention d'appeler l'attention des étudiants sur les questions de sécurité, dont celles de la prolifération des armes de destruction massive. Ils peuvent y trouver des faits intéressants et participer à des discussions;

d) En décembre 2011, la Mission permanente de la République de Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies et des organisations internationales de Vienne, en coopération avec le Centre de Vienne pour le désarmement et la non-prolifération, a organisé un séminaire sur le thème du nouveau cadre en matière de désarmement qu'il conviendrait de mettre en place, 20 ans après, pour prendre un nouveau départ. Ce séminaire a été l'occasion d'un débat concret sur les questions de maîtrise des armements et de désarmement entre des universitaires, experts indépendants et représentants d'organisations non gouvernementales. Les étudiants et les enseignants de l'Académie diplomatique de Vienne ont pris une part active à ce séminaire.
